



Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2001

Poverty, social exclusion and coping strategies in rural Europe

Problématique des revenus de l'agriculture dans l'Union européenne

The problem of low income in agriculture in the EU

Etienne Van Hecke



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15094>

DOI : 10.4000/belgeo.15094

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2001

Pagination : 185-198

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Etienne Van Hecke, « Problématique des revenus de l'agriculture dans l'Union européenne », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2001, mis en ligne le 12 juin 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15094> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.15094>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Problématique des revenus de l'agriculture dans l'Union européenne

The problem of low income in agriculture in the EU

Etienne Van Hecke

Introduction

- 1 L'agriculture est le secteur d'activité de base le plus ancien dans le cadre des activités économiques. Le transfert de la population active, d'abord vers l'industrie, ensuite vers le secteur du commerce et des services, se réalisa en fonction du développement de ces nouveaux secteurs d'activités. Un double mécanisme est à la base du transfert de main-d'œuvre d'un secteur à l'autre : d'une part un besoin toujours décroissant de main-d'œuvre dans l'agriculture, d'autre part de meilleures conditions de travail et surtout des salaires plus élevés dans les autres secteurs d'activités.
- 2 L'évolution technologique ne se limita pas seulement aux secteurs de l'industrie et des services, mais a également profondément influencé l'agriculture. Ceci, ainsi que la mécanisation croissante provoqua une baisse continue des prix agricoles. A cause d'une flexibilité restreinte des agriculteurs, la diminution de ceux-ci s'opère lentement. De ce fait le revenu moyen des agriculteurs reste toujours en dessous du revenu moyen des travailleurs dans les autres secteurs de l'économie. Ce phénomène universel peut être exprimé par la discordance entre la part de l'agriculture dans le produit national brut et par la part toujours plus élevée de la population active dans l'agriculture. Le tableau 1 illustre ce phénomène pour l'agriculture dans les pays de l'Union européenne.
- 3 Dès le début la Politique Agricole Commune (PAC) a soutenu, par l'intermédiaire de prix garantis, le revenu des agriculteurs, sans quoi les revenus auraient encore été plus éloignés de la parité. Devenue insoutenable, cette politique des prix a été remplacée pour une part par des subventions directes au producteur. Nous y revenons plus loin. Ce

soutien indirect ou direct des agriculteurs a certes adouci le problème social mais a également ralenti le processus de modernisation, en particulier l'agrandissement des exploitations restantes.

- 4 Dans ce qui suit l'accent est mis sur la précarité des revenus agricoles sans effectuer une analyse approfondie des revenus agricoles en général.

Tableau 1. Importance de l'agriculture dans l'emploi et le PNB ; indices de la valeur ajoutée nette au coût des facteurs par unité de travail annuel, en Ecu et en SPA (Standard de pouvoir d'achat) (EU 15 =100).

	Part de la population active (%)	Part de l'agriculture dans le PNB (VABr/PNB)(%)	Valeur ajoutée par UTA «1997» Ecu	Valeur ajoutée par UTA «1997» SPA
EU15	5.0	1.6	100.0	100.0
Belgique	2.7	1.1	163.0	152.0
Danemark	3.7	2.4	224.3	163.9
Allemagne	2.9	0.8	116.0	100.2
Grèce	19.9	5.9	76.8	95.8
Espagne	8.3	3.3	102.7	119.3
France	4.6	1.9	150.8	134.9
Irlande	10.9	3.4	82.3	81.3
Italie	6.5	2.5	75.7	81.0
Luxembourg	2.4	0.7	132.5	120.2
Pays-Bas	3.5	2.6	175.3	157.5
Autriche	6.9	0.9	77.5	68.1
Portugal	13.3	2.4	27.5	37.5
Finlande	7.7	0.7	94.3	80.4
Suède	3.2	0.4	64.9	50.4
Royaume-Uni	1.9	0.7	123.9	117.6

UTA : Unité de travail annuel

SPA : Standard de pouvoir d'achat¹

Source : La situation de l'agriculture dans l'Union européenne, rapport 1998, Commission européenne, Luxembourg, 1999.

Les difficultés financières : deux sortes de situations

- 5 Les mécanismes expliqués au point précédent sont responsables de la présence de nombreuses petites exploitations. La plupart d'entre elles ne sont pas viables comme exploitation professionnelle. De nombreuses petites exploitations sont exploitées à temps partiel. Le chef d'exploitation est retraité ou exerce une profession principale non agricole. Toutefois il existe pas mal d'exploitations économiquement non-viables dont le chef d'exploitation n'a pas d'autres revenus. Les possibilités restreintes de reconversion ou le manque de flexibilité expliquent la présence de ce groupe. Si le rythme de disparition des petites exploitations est de ce fait plus élevé que celui de la baisse des grandes exploitations, il persiste toujours un groupe de trop petites exploitations. De plus, ce groupe est rejoint continuellement par d'autres exploitations qui n'ont pu suivre la tendance de modernisation. Ce sont souvent des exploitations peu modernisées, et donc souvent peu endettées, dont les résultats sont insuffisants pour assurer une rémunération correcte du travail familial. Les exploitants concernés tentent cependant, par restriction de leur niveau de vie et par diminution progressive de leurs actifs, d'atteindre l'âge de la retraite (Colson *et al.*, 1993).

- 6 Le point suivant met donc l'accent sur la petite exploitation. A part les exploitations modestes, il existe un autre groupe d'exploitations dont le potentiel de production est plus élevé. Il se compose, pour l'essentiel, d'exploitations de taille moyenne à grande. Engagés dans un processus de modernisation de leur entreprise, les exploitants de ce groupe, plus jeunes que la moyenne, ne peuvent faire face aux prélèvements privés de leur famille et à leurs engagements financiers (Colson, 1993). La situation financière difficile, voire très précaire, se traduit par un taux d'endettement élevé et une faible capacité nette d'autofinancement (Colson, 1990). F. Colson (1990) note un doublement des exploitations à risque en France entre 1984 et 1989. Celles-ci dégagent un excédent brut d'exploitation plus faible, absorbé à 70 % par la charge de la dette. Cartes et tableaux ci-après mettent l'accent sur cette problématique. L'importance de l'endettement risque de conduire une proportion non négligeable de ces exploitations à envisager une procédure de redressement, voire pour les situations les plus dégradées, une cessation d'activité, suivie d'une reconversion professionnelle.
- 7 Si ce phénomène épargne encore largement les pays du sud de l'Europe, où les exploitations agricoles sont plus concernées par des handicaps structurels que par des difficultés financières liées à un processus de développement, il est, depuis le début des années 80, devenu un problème de politique agricole pour plusieurs pays d'Europe du Nord (Blogowski *et al.*, 1992).

Différentes sources

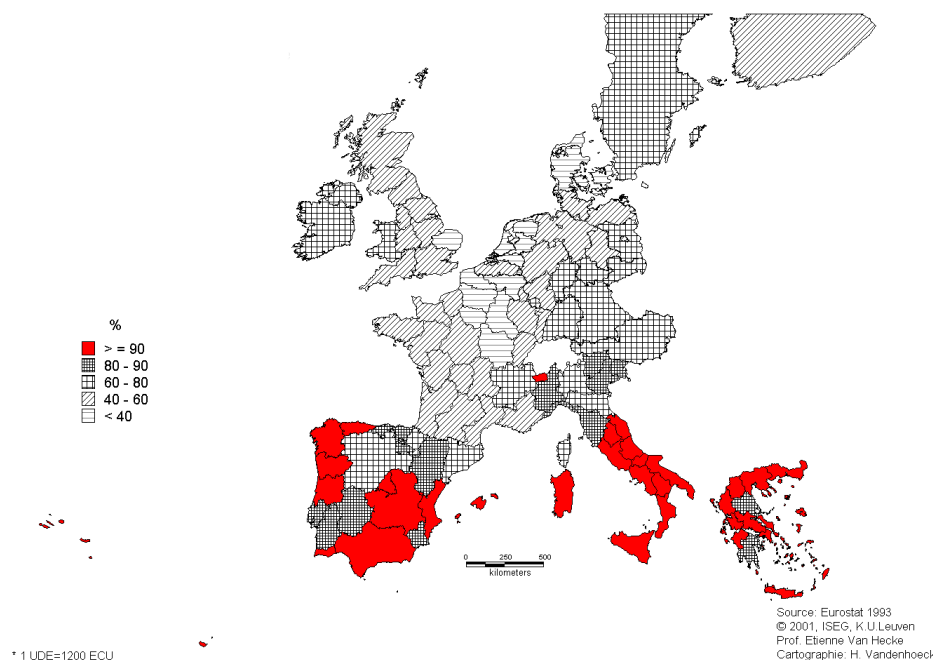
- 8 L'approche quantitative des deux sortes de situations décrites au point précédent doit être explorée au niveau régional à l'aide de deux sources différentes, d'une part les enquêtes de structure (Eurostat), d'autre part le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). En effet, l'échantillon n'est pas identique. Le champ d'observation du RICA porte sur les exploitations agricoles dites « professionnelles » et qui dépassent un niveau minimal d'activité économique, défini en termes de dimension économique. Les seuils dans les enquêtes de structure se situent beaucoup plus bas et le champ d'observation est donc beaucoup plus large, d'où la présence dans les enquêtes de nombreuses petites exploitations, pour une grande partie probablement « occasionnelles ». De plus, des divergences apparaissent entre les Etats membres par rapport au seuil minimum proposé pour ces enquêtes de structure : 1 ha, éventuellement en combinaison avec un seuil physique ou économique minimum. Les pays du sud placent la barre moins haut (10 ares pour la Grèce) que ceux du nord de l'Europe (6 ha pour le Royaume-Uni). Les classes « manquantes » apparaissent au tableau 2 (vers le haut, il s'agit de l'inexistence de grandes exploitations, vers le bas de la non-prise en compte de ces exploitations). La limitation du champ du RICA a une conséquence importante pour la connaissance statistique de la distribution du revenu agricole dans l'agriculture professionnelle : la répartition est tronquée vers le bas. Ainsi le RICA n'est pas un bon instrument de mesure des bas revenus, ceux-ci étant plus fréquents dans les exploitations de faible MBS². Pour cette raison la prise en compte des enquêtes de structure est utile pour démontrer le poids des petites exploitations.
- 9 Les deux sources précitées permettent d'approcher le phénomène des petites exploitations ou des aspects financiers au niveau régional. Le découpage spatial est différent dans les deux sources utilisées au niveau régional pour l'élaboration des cartes. De ce fait des différences spatiales peuvent apparaître pour certains Etats membres. Une

autre source encore, au niveau national seulement, mérite une mention, notamment les comptes économiques de l'agriculture (CEA) d'Eurostat. Une étude récente rassemble des évolutions 1980- 1998 pour les Etats membres actuels. Certaines données de cette étude sont utilisées plus loin (Commission européenne, 1999,2) parce que cette source permet de tracer des évolutions pour les 15 Etats membres. Vu la différence d'approche d'une part, vu que l'échantillonnage RICA ne couvre pas toutes les exploitations d'autre part, il peut y avoir des différences plus ou moins importantes entre les valeurs pour les différentes variables au niveau national dans les deux sources. Rappelons que les caractéristiques financières au niveau régional (cartes) proviennent du RICA et au niveau national des comptabilités globales (graphiques, sauf pour les investissements) qui permettent de souligner les tendances évolutives.

De nombreuses petites exploitations

- 10 La flexibilité restreinte dans le secteur agricole est responsable de l'existence de nombreuses petites exploitations, exploitations qui ne sont souvent pas viables sans un revenu complémentaire à l'extérieur de l'exploitation agricole. Les statistiques de l'Union européenne ne font pas la distinction dans leurs statistiques de base entre « exploitations professionnelles » et « exploitations complémentaires », d'où la présence de nombreuses petites exploitations dans les statistiques. Toutefois le seuil n'est pas identique dans chaque pays et peut être différent de la norme moyenne. Ce phénomène peut donc influencer les résultats.
- 11 Tenant compte des différentes orientations de production dans les exploitations, la superficie des exploitations est moins indiquée comme mesure de référence et la marge brute standard reprenant le potentiel de production est certainement une meilleure mesure. Celle-ci est utilisée au tableau 2 et à la figure 1.
- 12 La figure 1 reprend l'importance des petites exploitations. La source utilisée est l'enquête de structure de l'Union européenne dans laquelle l'exploitation agricole est exprimée en MBS. On y retrouve dans les grandes lignes les moyennes relevées au niveau des Etats membres (tableau 2), en ce sens qu'il y a dans beaucoup de cas une assez grande homogénéité à l'intérieur des Etats, comme c'est le cas pour la Grèce, le Royaume-Uni, les Pays-Bas... Toutefois, certains contrastes apparaissent à l'intérieur des Etats comme en France où la petite exploitation est moins présente dans le Bassin parisien, comme en Italie où la structure de production est plus favorable dans la partie nord, ce qui est également le cas pour l'Allemagne. Pour les nouveaux Etats membres, des moyennes nationales de 1997 ont été utilisées.

Figure 1. Exploitations <16 UDE* (1993) (% du total des exploitations) dans les régions de l'Union européenne.



* UDE = unité de dimension européenne (1 UDE = 1200 Ecu)

- 13 La proportion plus élevée des petites exploitations dans le sud de l'Union y coïncide avec un taux plus élevé d'exploitants à temps partiel et un taux élevé d'exploitants âgés. Un taux élevé d'exploitants à temps plein caractérise le Benelux et la Grande-Bretagne. L'Allemagne occupe une situation intermédiaire tandis que la France appartient plutôt au groupe des « temps pleins élevés ».
- 14 La marge brute standard est « moyenne », « standard », et reflète un potentiel de production mais des revenus différents peuvent y correspondre à cause de différences individuelles en ce qui concerne l'efficacité technique, le mode de financement, le produit brut par hectare. Il y a toutefois une certaine relation et la performance économique est meilleure dans les grandes exploitations (Colson *et al.*, 1995). Le tableau 2 permet d'aller plus loin que les seules MBS. Les chiffres du tableau 2 proviennent des enquêtes de structure et la taille est exprimée en marges brutes standard (MBS). Comme les résultats comptables du RICA sont disponibles par classe de taille en MBS, il est possible de combiner les deux sources.
- 15 Afin de présenter le tout en un tableau, toutes les cellules du tableau 2 correspondant à une classe de dimension des enquêtes de structure où les revenus sont inférieurs à 10 000 Ecu (non corrigés en fonction du pouvoir d'achat) (Ecu : Unité monétaire européenne, remplacée après 1999 par l'euro d'une valeur équivalente) sur la base du RICA sont reprises en grisé. Le montant de 10 000 Ecu peut être considéré comme un très bas revenu, de l'ordre de grandeur du minimum d'existence. Les revenus sont exprimés en Ecu ; leur interprétation correcte doit être liée au pouvoir d'achat (SPA)(2). Ceci n'entraîne pas de gros changements, mais bien une diminution de l'écart entre les revenus des pays membres : ils diminuent relativement dans les pays « riches » et augmentent dans les autres (tableau 1).

Tableau 2. Répartition des exploitations agricoles selon la dimension économique en MBS* (UDE), 1997 (%).*****

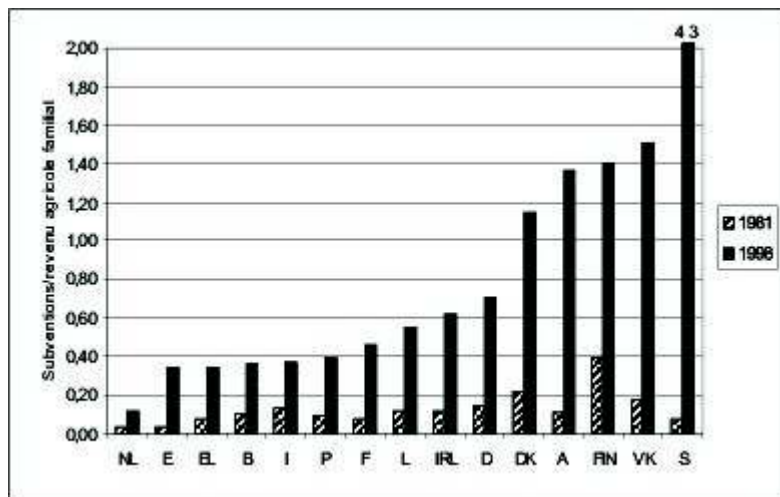
	<4UDE	4-16	16-40	40-100	>100	Total
EU15	50.5	26.9	12.1	7.7	2.9	6991.0
Belgique	17.4	20.4	19.3	30.4	12.5	67.2
Danemark	5.5	33.4	20.6	22.8	17.7	63.2
Allemagne	31.1	24.9	21.2	17.8	5.1	536.1
Grèce	55.5	37.4	6.5	0.6	0.0	821.5
Espagne	54.8	29.6	10.9	3.7	1.1	1208.4
France	26.2	19.0	24.5	23.2	7.0	680.0
Irlande	25.8	39.6	21.6	11.5	1.6	148.0
Italie	65.8	23.8	7.0	2.5	0.9	2315.3
Luxembourg	17.2	20.7	20.7	37.9	3.4	2.9
Pays-Bas	1.2	21.0	17.1	30.3	30.3	108.1
Autriche	42.2	34.1	18.5	4.8	0.3	210.0
Portugal	67.1	25.6	5.0	1.7	0.6	416.7
Finlande	20.0	31.2	29.9	17.4	1.5	91.4
Suède	37.0	28.7	16.1	14.5	3.8	89.7
Royaume-Uni	30.2	22.7	16.5	18.1	12.6	233.1

* MBS = marge brute standard

** UDE = unité de dimension européenne (1 UDE = 1200 Ecu)

*** Cellules en grisés : revenu du RICA <10 000 Ecu (1996/97)

Source : La situation de l'agriculture en 1998, Bruxelles 1999)

Figure 2. Evolution des subventions par rapport au revenu du travail familial agricole.


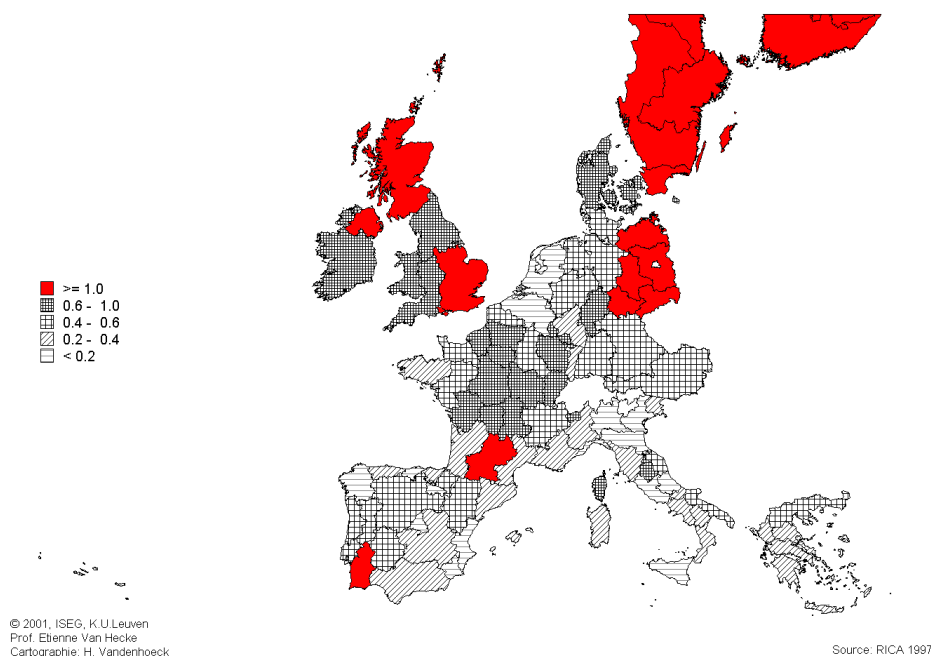
Source Eurostat, 1999 ; pour l'Allemagne : RICA 1997)

- 16 Comme exprimé plus haut, la MBS n'est qu'un indice de performance et la proportion entre revenu et MBS est loin d'être univoque. Grosso modo un ordre de grandeur de la moitié peut être avancé comme chiffre d'orientation. Ceci explique que le revenu dans les classes inférieures à 16 UDE (environ 20 000 Ecu) est inférieur à 10 000 Ecu. Il s'agit donc d'un très grand nombre d'exploitations. Les chiffres pour l'Espagne sont étranges en ce sens qu'un revenu de plus de 10 000 Ecu est atteint dans des exploitations avec une MBS de moins de 10 000 Ecu.

D'importantes subventions

- 17 Afin de maintenir les revenus dans le secteur agricole à un niveau acceptable, de nombreux pays ont pris des mesures de protection pour leur agriculture, se traduisant par des restrictions à l'importation, soit par un soutien des prix, soit par une aide directe aux revenus. Les subventions représentaient en 1981 dans l'Union européenne 12,6 % de la valeur ajoutée brute et 31,6 % en 1997. L'importance des subventions par rapport au revenu agricole familial ressort de la figure 2. Les différences entre les pays sont liées à des différences dans les structures de production et les mécanismes de prix et de subventions qui s'y rattachent dans le cadre de la Politique Agricole Commune.
- 18 La figure 3 démontre que la structure des revenus est fort typique en agriculture. Comme relevé ci-haut, les revenus de l'agriculture ne sont pas en mesure de suivre le progrès économique et seul un apport important de subventions assure le maintien de nombreuses exploitations agricoles. Le montant des subventions³ par rapport au revenu familial dépend de la structure d'exploitation et en particulier de l'orientation de la production. Les grandes cultures et le secteur bovin ont été toujours les plus soutenus par la PAC. Par contre, la part des subventions est moins élevée dans les régions où l'élevage hors sol et l'horticulture sont importants (Pays-Bas, Belgique). Il en va de même avec les régions des pays méditerranéens où les cultures permanentes et l'horticulture dominent. On notera que cette agriculture moins subventionnée peut correspondre aussi bien à des revenus en moyenne assez haut (Pays-Bas, Belgique) que médiocres (nombreuses régions du Sud) (figure 4). La même chose est valable pour les régions à agriculture fortement subventionnée : de gros revenus en Grande-Bretagne, des revenus nettement moins élevés dans le Massif Central. Cette constatation est liée au fait que la plupart des subventions sont liées au volume de production ou à la grandeur de l'exploitation. Dans certaines régions le montant des subventions octroyées est plus grand que le revenu familial. Ceci veut dire qu'une partie des subventions est utilisée pour effectuer des amortissements, rétribuer de la main-d'œuvre salariée...

Figure 3. Subventions par rapport au revenu familial agricole dans les régions de l'Union européenne (1997).



Gros investissements face à des revenus médiocres

- 19 La modernisation des exploitations agricoles implique des gros investissements. L'effort financier qui en résulte peut paraître acceptable si celui-ci est exprimé par rapport à la valeur de production totale, mais devient beaucoup plus lourd s'il est exprimé par rapport au revenu du travail. En effet, la valeur ajoutée par rapport à la production finale a diminué au fil des temps pour atteindre en 1997 52,5 % de la valeur finale contre 56,5 % en 1981.
- 20 La figure 5 reprend l'évolution par pays de la proportion de la valeur ajoutée brute dans la production finale. Il est clair que des résultats de production médiocres, qu'ils soient la suite de situations exceptionnelles ou de fautes de gestion, sont complètement répercutés dans la partie « élastique » de la structure financière, c'est à dire sur les revenus du travail familial. Les agriculteurs ayant une lourde charge d'investissement peuvent être rapidement entraînés dans de graves problèmes.

Figure 4. Revenu familial agricole (1997).

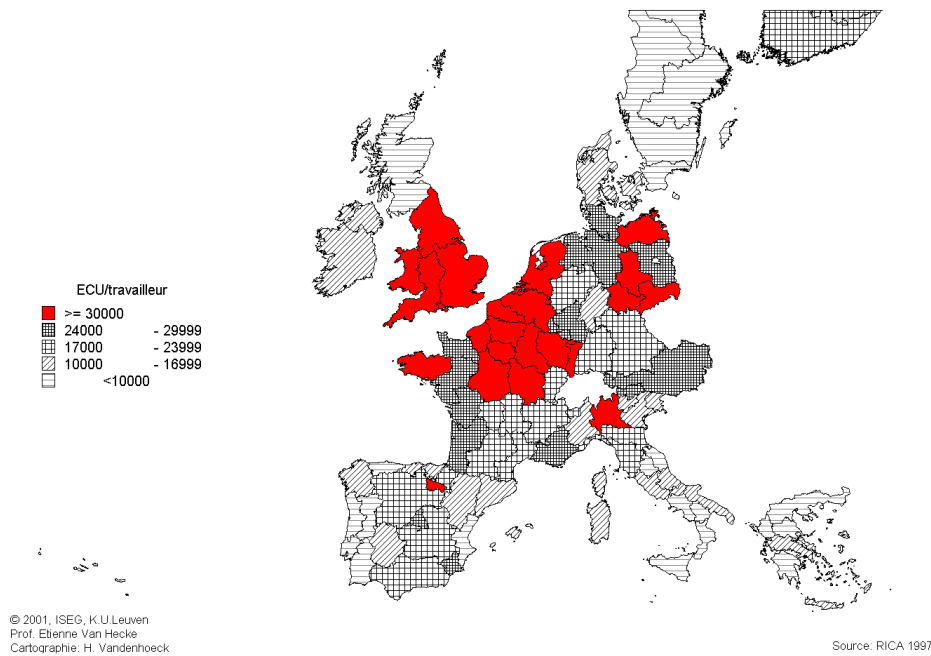
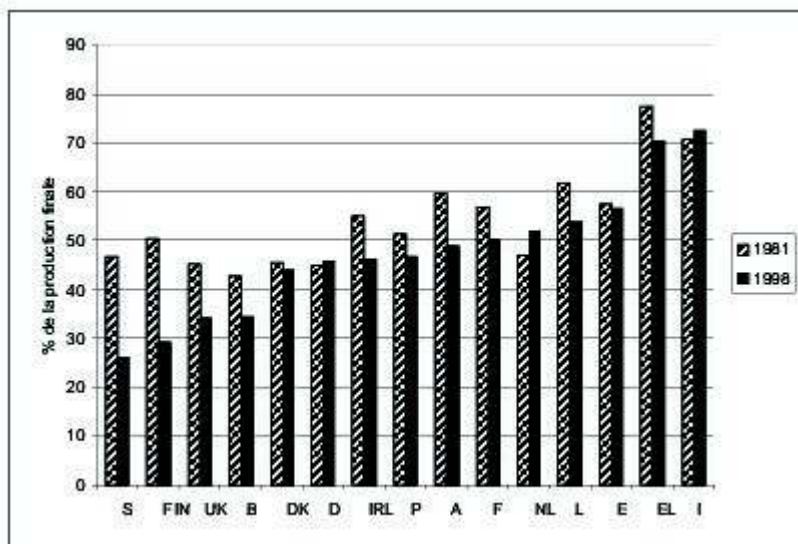


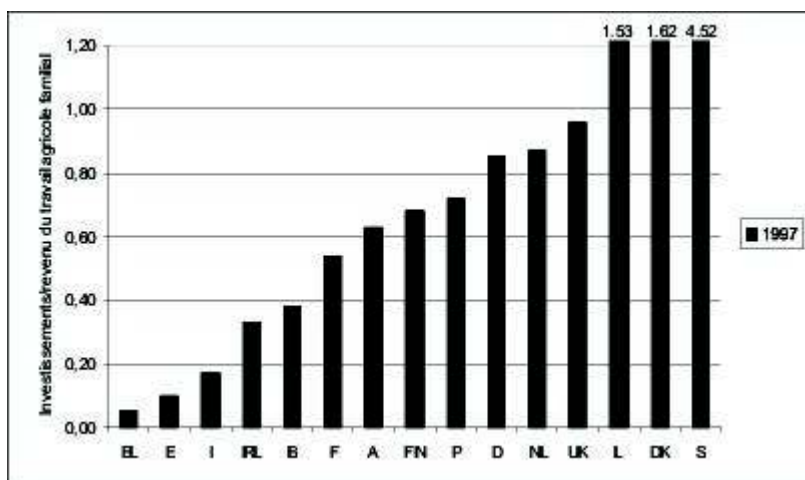
Figure 5. Evolution de la part de la valeur ajoutée brute dans la production finale.



Source : Eurostat 1999

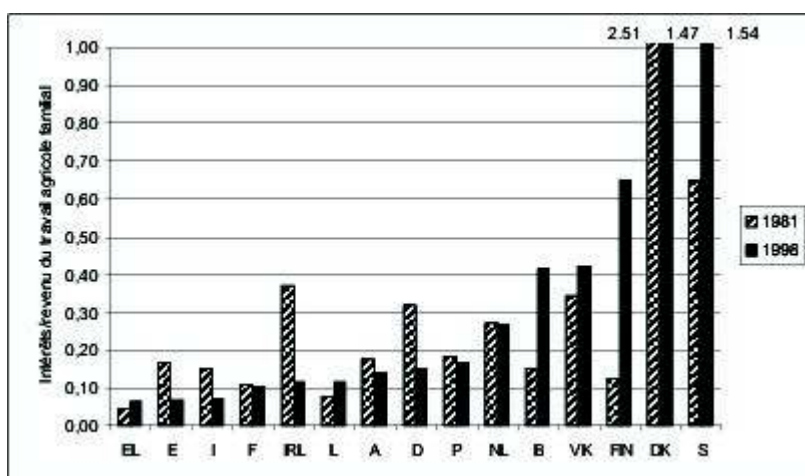
- 21 La charge d'investissement s'élève à 15 % du revenu du travail agricole familial. Les amortissements s'élèvent eux à près de la moitié du revenu du travail, ce qui souligne bien le haut degré d'utilisation du capital dans l'agriculture. Les différences varient fortement d'un Etat membre à l'autre, surtout en fonction de deux facteurs : d'une part le degré de modernité de l'agriculture, d'autre part la part des grandes exploitations. L'importance du capital dans les pays du nord ainsi que dans les grandes exploitations est évidente. La figure 6 reprend la proportion entre les investissements⁴ et le revenu familial. La figure 7 reprend la part des intérêts⁵ dans le revenu familial.

Figure 6. Rapport entre les investissements et le revenu du travail agricole familial.



Source : RICA, 1997

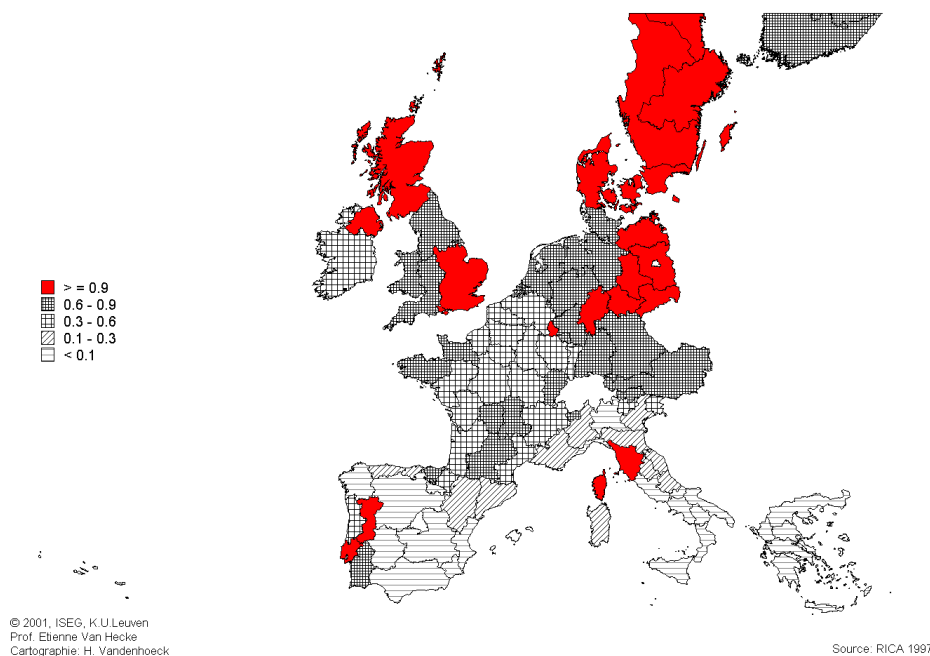
Figure 7. Evolution du rapport entre les intérêts et le revenu du travail agricole familial.



Source : Eurostat ; pour l'Allemagne : RICA 1997

- 22 La figure 8 reprend le montant des investissements par rapport au revenu du travail agricole familial. La légende démontre l'importance du capital en agriculture. Si les investissements atteignent des montants si élevés par rapport au revenu familial, il est clair que le capital engagé est un multiple du revenu annuel. Celui-ci doit donc d'une part être suffisamment grand afin de pouvoir investir régulièrement pour moderniser l'exploitation ; d'autre part, un investissement trop grand peut provoquer des difficultés les années suivantes en cas de situations de marché peu favorables. Les différences régionales sont importantes et la présence de structures de production fort différentes ressort de la carte. Des gros investissements concernent moins les pays de la Méditerranée. Là où les différences de subventions (figure 3) étaient fortement dépendant de l'orientation de la production, l'importance régionale des investissements montre beaucoup de similitude avec la dimension économique moyenne des exploitations. Le montant des investissements annuels est du même ordre de grandeur que les amortissements. Dans les grandes lignes, la structure régionale est la même.

Figure 8. Investissements bruts par rapport au revenu familial agricole dans les régions de l'Union européenne (1997).



Conclusion

- 23 Les problèmes fondamentaux qui caractérisent l'agriculture des pays de l'Union européenne ressortent des différents tableaux, graphiques et cartes : une valeur ajoutée en baisse au niveau de l'exploitation, une forte proportion de (trop) petites exploitations, des revenus peu élevés, une forte charge d'investissements et d'amortissements par rapport au revenu du travail familial. Les différences entre les pays sont grandes, ce qui correspond aux différents stades d'évolution de l'agriculture dans ces pays.
- 24 Les pays méridionaux sont caractérisés par une proportion plus élevée de petites exploitations, les pays du nord par une fragilité financière plus élevée. Signalons que l'écart entre les revenus agricoles des Etats membres est devenu moins important entre 1981 et 1998, ce qui pourrait aussi être interprété comme une amélioration structurelle relative du sud par rapport à la montée du risque financier en agriculture, particulièrement dans les pays du nord.
- 25 Une diminution constante du nombre d'exploitations, une augmentation de la pluriactivité des jeunes ménages d'agriculteurs (Rattin, 1995, Carneiro, 1996, Frémont, 1997) sont des signes de la précarité financière des exploitations agricoles. Pour juger de la précarité des revenus des ménages agricoles, tous revenus confondus, il faut considérer le revenu total. Ces données reposent souvent sur un échantillon restreint (Eurostat, 1998) ou sont des estimations nationales (Van Hecke, 2001).

BIBLIOGRAPHIE

- BLOGOWSKI A., COLSON F., LÉON Y. (1992), « Les difficultés financières des agriculteurs européens », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 24-25.
- CARNEIRO M.J. (1996), « Pluriactivité agricole : l'hétérogénéité cachée », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 38, pp. 5-36.
- COLSON F. (1990), « La montée du risque financier en agriculture », *Agreste, cahiers n° 2*, juin 1990, pp. 11-19.
- COLSON F., BLOGOWSKI A., DECHAMBRE B., CHIA E., DÉSARMÉNIEN D., DORIN B. (1993), « Prévenir les défaillances financières en agriculture », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 29, pp. 21-44.
- COLSON F., CHATELIER V., BLOGOWSKI A. (1995), « Pour mieux comprendre les difficultés financières des exploitations agricoles », *Agreste, Cahiers n° 23*, septembre 1995, pp. 3-24.
- COMMISSION EUROPÉENNE (1999, 1), *Agriculture : Annuaire statistique 1999*, Thème 5, Agriculture et pêche, Luxembourg.
- COMMISSION EUROPÉENNE (1999, 2), *Revenu de l'exploitation agricole, Données 1980-1998*, Thème 5, Agriculture et pêche, Luxembourg.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2000), *Structure des exploitations : enquête 1997*, Thème 5, Agriculture et pêche, Luxembourg.
- EUROSTAT (1996), *Structure des exploitations : enquête 1993 : principaux résultats*, Thème 5, Agriculture et pêche, Luxembourg.
- EUROSTAT (1998), *Revenu du secteur des ménages agricoles, rapport 1997*, Eurostat 1998.
- EUROPESE COMMISSIE (1999), *De toestand van de landbouw in de Europese Unie, Verslag 1998*, Brussel-Luxemburg.
- FRÉMONT J.-M., NABUCET F. (1997), « De l'ouvrier-paysan... à l'agriculteur-entrepreneur, la double activité des chefs d'exploitation évolue », *Agreste, cahiers n° 16*, juin 1997, pp. 3-13.
- RATTIN S. (1995), « Les jeunes ménages d'agriculteurs trouvent des sources de revenus hors agriculture », *Agreste, cahiers 23*, septembre 1995, pp. 15-24.
- VAN HECKE E. (2001), « Mesuring poverty among farmers in Belgium », *Belgeo*, 3, pp. 247-262.

NOTES

1. SPA, Standard de pouvoir d'achat. Le SPA tient compte des différences de prix dans les différents Etats membres. L'utilisation des SPA permet de mieux rapprocher le pouvoir d'achat des monnaies nationales dans les Etats membres et d'effectuer des comparaisons plus valables entre les pays.
2. Par marge brute, on entend la différence entre la valeur monétaire d'une production agricole (production brute) et les principaux coûts spécifiques proportionnels correspondant à la

production en question. C'est donc un indicateur du revenu net potentiel de l'exploitation qui a, par ailleurs, l'avantage de ne pas privilégier les spéculations à forts coefficients d'entrants.

3. Le montant utilisé correspond aux subventions sur les opérations courantes liées à la production (pas à l'investissement). Sont ainsi exclues les subventions-intérêts et les paiements pour cessation d'activité. L'enregistrement se fait, en règle générale, sur base du droit et non de l'encaissement, pour obtenir des résultats cohérents (production/ charges/subventions) pour une année comptable donnée.

4. Investissements bruts: achats-ventes de capitaux fixes.

5. Le montant correspond aux intérêts payés et frais financiers sur emprunts contractés en vue de l'acquisition de terres, bâtiments, matériel, cheptel vif et capital circulant et intérêts.

et frais financiers sur dettes. Les subventions sur intérêts sont déduites.

RÉSUMÉS

L'accent est mis ici sur les données qui peuvent aider à comprendre la problématique des « bas revenus » de l'agriculture dans l'Union européenne, notamment l'existence de nombreuses petites exploitations agricoles et la structure de leurs revenus : un montant important du revenu familial est consacré aux investissements et à leur amortissement. Sans les subventions, la situation serait dramatique.

The emphasis here is on the data that can help us understand the problem of low income in agriculture in the EU, namely the existence of numerous small agricultural holdings and the way the income is structured. A significant proportion of family earned income goes toward investment and depreciation. Without subsidies, the situation would be drastic.

INDEX

Mots-clés : UE, agriculture, revenus

Keywords : agriculture, income

AUTEUR

ETIENNE VAN HECKE

Instituut voor Sociale en Economische Geografie, K.U.Leuven,

Etienne.vanhecke@geo.kuleuven.ac.be